**SCISSION DECIDEE EN APPLICATION DES ARTICLES L. 214-24-33 ET**



**L. 214-24-41 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER, IMPLIQUANT LA**

**CREATION D’UN NOUVEAU FIA DESTINE A RECEVOIR LES ACTIFS AUTRES QUE CEUX DONT LA CESSION NE SERAIT PAS CONFORME A L’INTERET DES PORTEURS OU ACTIONNAIRES DU FIA SCINDE (DISPOSITIF « SIDE-POCKET »)**

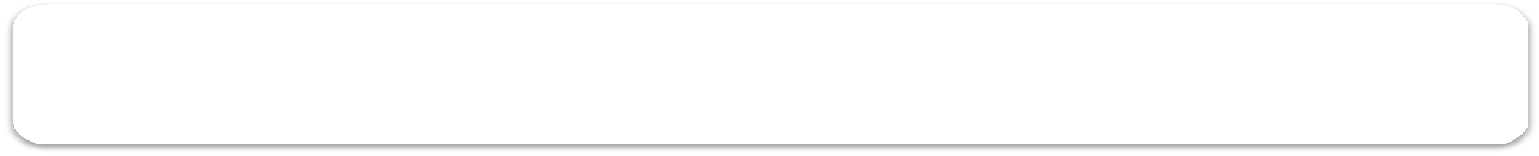
**Ce document constitue l’annexe III ter de l’instruction AMF DOC-2011-21**

Ce formulaire inclut la déclaration de l’opération de scission, la demande d’agrément par analogie en application de l’article 424-2 II du règlement général de l’AMF et la demande d’agrément en vue de la liquidation du fonds d’épargne salariale scindé en application des articles L. 214-24-33 et L. 214-24-41 du code monétaire et financier. Ce formulaire se substitue aux différents formulaires requis pour ces opérations lorsqu’elles interviennent indépendamment d’une opération de scission « side-pocket ».



**Déclaration de l’opération de scission**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom du fonds d’épargne salariale scindé :  Code ISIN : |  | |
| Forme juridique :  Si la forme juridique est SICAV, est-elle autogérée ? | Oui | Non |
| Nom de la société de gestion : |  |  |
| Etat d’origine de la société de gestion :  S’agit-il d’un compartiment ? | Oui | Non |
| S’agit-il d’un fonds d’épargne salariale maître ? | Oui | Non |
| *Si la réponse à la question précédente est « Oui », indiquer :* |  |  |
| Nom du fonds d’épargne salariale nourricier : |  |  |
| S’agit-il d’un fonds d’épargne salariale nourricier ? | Oui | Non |
| Date prévisionnelle de réalisation de l’opération : |  |  |



**DEMANDE D’AGREMENT PAR ANALOGIE D’UN FONDS D’EPARGNE SALARIALE DESTINE A RECEVOIR LES ACTIFS AUTRES QUE CEUX DONT LA CESSION NE SERAIT PAS CONFORME A L’INTERET DES PORTEURS**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| La société de gestion, le cas échéant le délégataire, le dépositaire et le  commissaire aux comptes du fonds d’épargne salariale analogue sont les mêmes que ceux du fonds d’épargne salariale de référence | Oui |  |
| La stratégie d’investissement, le profil de risque, les règles de fonction- nement et les statuts/le règlement du fonds d’épargne salariale analogue sont similaires à ceux du fonds d’épargne salariale de référence | Oui |
| Nom du fonds d’épargne salariale à créer : |  |
| Forme juridique du fonds d’épargne salariale à créer : |  |
| Si la forme juridique est une SICAV, est-elle autogérée ? | Oui | Non |
| Nom actuel du fonds d’épargne salariale de référence (fonds d’épargne salariale scindé) : |  |  |
| N° de dossier AMF d’agrément du fonds d’épargne salariale de référence (fonds d’épargne salariale scindé) : |  |  |
| Date d’agrément du fonds d’épargne salariale de référence (fonds d’épargne salariale scindé) : |  |  |
| Les documents commerciaux du fonds d’épargne salariale de référence  ont-ils été communiqués à l’AMF à l’occasion de la procédure d’agrément ? | Oui | Non |

La société de gestion souhaite attirer l’attention de l’AMF sur les spécificités suivantes du fonds d’épargne salariale faisant l’objet de la présente demande d’agrément ?

A compter du 01/01/2024, en cas d’absence d’introduction d’un mécanisme de *gates* dans le fonds d’épargne salariale, autre qu’un fonds d’épargne salariale relevant de l’article L. 214-26-1 du code monétaire et financier, ou qu’un fonds monétaire[[1]](#footnote-1), la société de gestion en déclare les raisons :

En cas d’absence d’introduction d’un mécanisme de swing pricing ou de droits ajustables acquis dans le fonds d’épargne salariale, autre qu’un fonds d’épargne salariale relevant de l’article L. 214-26-1 du code monétaire et financier ou qu’un fonds monétaire, la société de gestion en déclare les raisons :

Pour que le nouveau fonds d’épargne salariale conserve le code ISIN du fonds d’épargne salariale initial, la société de gestion prend contact directement avec l’AMF en amont du dépôt du dossier.

Si le fonds d’épargne salariale est géré par une société de gestion de portefeuille agréée en France conformément à la directive 2011/61/UE, elle remplit les champs ci-dessous.

La société de gestion de portefeuille souhaite-t-elle commercialiser les parts ou les actions du fonds d’épargne salariale après de clients professionnels ?

Oui (doit être coché si la société de gestion souhaite également commercialiser les parts ou actions du fonds d’épargne salariale auprès de clients non professionnels)

 Non

La société de gestion de portefeuille souhaite-t-elle commercialiser en France les parts ou actions du fonds d’épargne salariale auprès de clients non professionnels ?

 Oui  Non

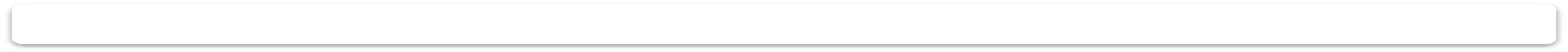
Si la société de gestion de portefeuille n'a pas l'intention de commercialiser le fonds d’épargne salariale auprès de clients non professionnels, préciser les dispositions mises en place pour empêcher que les parts ou les actions du fonds d’épargne salariale soient commercialisées auprès des clients non professionnels, y compris lorsque la société de gestion de portefeuille recourt à des entités indépendantes pour fournir des services en ce qui concerne le fonds d’épargne salariale :

En cas de demande de commercialisation (auprès de clients professionnels et, le cas échéant, de clients non professionnels) en France, préciser :

Le fonds d’épargne salariale est-il un FIA nourricier au sens de la directive 2011/61/UE ?

 Oui Préciser alors le lieu où le FIA maître (au sens de la directive 2011/61/UE) est établi

Non



**DEMANDE D’AGREMENT POUR LA LIQUIDATION DU FONDS D’EPARGNE SALARIALE SCINDE**

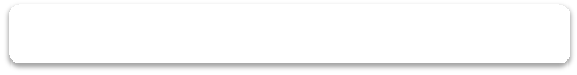
Date d’effet de la liquidation envisagée :

La société de gestion souhaite attirer l’attention de l’AMF sur les spécificités suivantes de la liquidation faisant l’objet de la demande d’agrément :



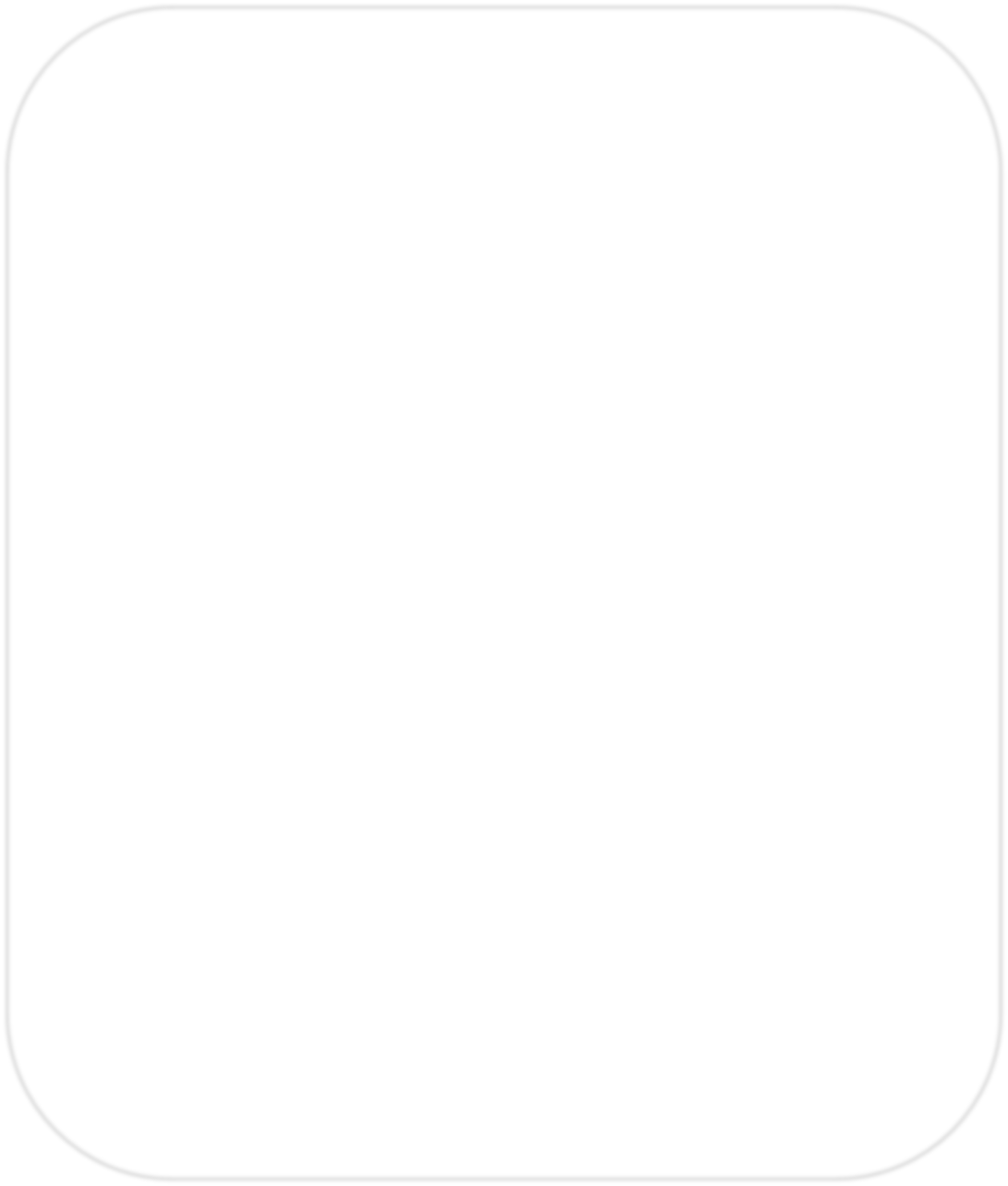
**FICHE COMPLETEE PAR :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom du correspondant : |  | |
| Numéro de téléphone : |  | Télécopie : |
| Courriel : |  |  |
| Nom du responsable du |  |  |
| correspondant : |  |  |
| Fonction : |  |  |
| Société de gestion[[2]](#footnote-2) : |  |  |
| Adresse postale de la société en charge du dossier[[3]](#footnote-3) : |  |  |
| Complément d’adresse : |  |  |
| Code postal : | Ville : | Pays : |
| Numéro de téléphone[[4]](#footnote-4) : |  |  |
| Courriel [[5]](#footnote-5) : |  |  |



**PIECES JOINTES A FOURNIR OBLIGATOIREMENT :**

Projet de procès-verbal du Conseil de surveillance décidant la scission ou décision prise par l’AGE de la SICAVAS



Projet de document d’information clé pour l’investisseur (DICI), Règlement et Prospectus du fonds d’épargne salariale créé

Projet d’information particulière aux porteurs ou actionnaires qui sera adressé immédiatement à l’issue de la scission, informant les porteurs ou actionnaires du transfert des actifs et intégrant une information sur la mise en liquidation du fonds d’épargne salariale scindé.

Liste des actifs transférés au fonds d’épargne salariale créé et liste des actifs conservés par le fonds d’épargne salariale scindé

Note technique justifiant le périmètre de actifs conservés et transférés

Rapport justifiant la décision de scission et en détaillant les modalités, devant être transmis aux porteurs ou actionnaires

Rapport du commissaire aux comptes (communiqué ultérieurement)

L’attestation de réception des actifs pour le fonds d’épargne salariale créé (communiquée ultérieurement, dès réception des actifs)

La lettre d’engagement prévue à l’annexe IV de la présente instruction

## Pour les fonds d’épargne salariale dont les documents commerciaux ont été soumis à l’AMF à l’occasion de la demande d’agrément :

Les documents commerciaux identifiant l'intégralité des ajouts et suppressions intervenus par rapport à la version communiquée à l'AMF des documents commerciaux du fonds d’épargne salariale de référence

## Pour les fonds d’épargne salariale gérés par une société de gestion de portefeuille française agréée conformément à la directive 2011/61/UE dont les parts ou actions font l'objet d'une demande de commercialisation en France

Annexe III-bis complétée

## Si le fonds d’épargne salariale initial est commercialisé à l’étranger :

Joindre l’annexe 2-1 remplie de l’instruction AMF DOC-2014-03 et les pièces jointes mentionnées à l’annexe 2-2 de l’instruction AMF DOC-2014-03

5



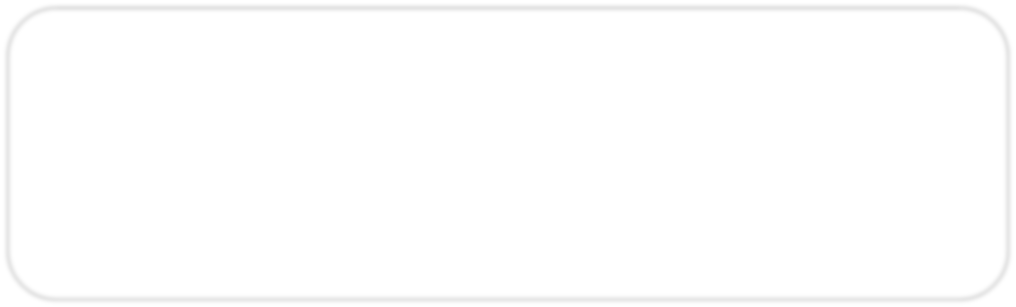
**PIECES TENUES A LA DISPOSITION DE L’AMF ET QUI NE SONT DONC PAS FOURNIES DANS LE DOSSIER**

Acceptation du dépositaire

Procès-verbal du conseil de surveillance décidant la liquidation

Document d’information clé pour l’investisseur (DICI) et Prospectus du fonds d’épargne salariale scindé

# Par ailleurs, la société de gestion doit fournir tout document de nature à faciliter l'instruction du dossier.



6/6

1. *Applicable par renvoi de l’article L. 214-163 du code monétaire et financier.* [↑](#footnote-ref-1)
2. N/A si la SICAV est autogérée [↑](#footnote-ref-2)
3. Si la SICAV est autogérée, écrire l’adresse postale de la SICAV [↑](#footnote-ref-3)
4. Si la SICAV est autogérée, écrire le numéro de téléphone de la SICAV [↑](#footnote-ref-4)
5. Si la SICAV est autogérée, écrire le courriel de la SICAV [↑](#footnote-ref-5)